

# JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

**BIMENSUEL**  
*Paraissant les 15 et 30  
de chaque mois*



**24 Chewal 1413  
15 avril 1993**

**35<sup>e</sup> année**

## Sommaire

### I. - LOIS ET ORDONNANCES

### II. - DÉCRETS, ARRÊTÉS, DÉCISIONS

#### Premier Ministère

##### Actes Réglementaires

6 avril 1993 ..... Décret 93-051 Portant création d'un établissement Public à caractère administratif National pour la Sauvegarde des Villes Anciennes (FNSVA) .....

#### Ministère de la Défense Nationale

##### Actes divers

30 mars 1993 ..... Décret n° 27-93 portant promotion d'officiers de l'Armée Nationale aux grades Supérieurs .....

30 mars 1993 ..... Décret n° 28-93 portant promotion au grade de capitaine à titre définitif de personnes de la gendarmerie nationale .....

#### Ministère de la Justice

##### Actes Divers

15 mars 1993 ..... Arrêté n° 169 portant détachement d'un magistrat. ....

29 mars 1993 ..... Décret n° 93-049 portant nomination de certains fonctionnaires et agents au ministère .....

#### Ministère des Mines et de l'Industrie

##### Actes divers

13 mars 1993 ..... Décret 93-043 Transférant à la société SOMISEL les droits et obligations conférés du 13 avril 1992 aux établissements Mohamed Abdallahi ould Abdellahi (MAOA) .....

14 mars 1993 ..... Décret n° 93-044 accordant au groupement de recherches de l'Inchiri un permis de prospection de type M n° 38. ....

#### Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

##### Actes Divers

24 février 1993 ... Arrêté n° R-028 portant agrément de la coopérative avicole, agricole pour la production (INTA) de Dar naim/ Naamkchott. ....

**Ministère de l'Équipement et des Transports.****Actes Réglementaires**

29 mars 1993 ..... Décret n° 93.046 portant création et organisation d'un établissement Public à caractère commercial dénommé "société des bacs de Rosso".

**Actes Divers**

28 mars 1993 ..... Décret n° 93.045 portant nomination du Secrétaire Général du Ministère de l'Équipement et des Transports.

**Ministère de l'Hydraulique et de l'Énergie****Actes Réglementaires**

30 mars 1993 ..... Décret n° 93.050 portant adoption d'une société Nationale dénommée "société Mauritanienne des produits pétroliers" (SMCPP).

**Actes Divers**

29 mars 1993 ..... Décret n° 93.047 portant modification du décret 90.121 du 26/08/90 modifiant le décret 90.121 du 26/08/90 portant nomination du Président et des membres du conseil d'administration de la Société Nationale d'Énergie.

**Ministère de l'Éducation Nationale****Actes Divers**

30 mars 1993 ..... Décret 93 - 048 portant nomination du Président et des membres du conseil d'administration du Centre National Supérieur d'Enseignement Technique (C.S.E.T.).

**Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et des Sports****Actes Divers**

31 décembre 1992 ..... Arrêté n° 692 portant nomination et titularisation d'un ingénieur principal.  
 31 décembre 1992 ..... Arrêté n° 695 portant titularisation d'un professeur licencié.  
 31 décembre 1992 ..... Arrêté n° 698 portant nomination et titularisation d'un docteur en médecine.  
 6 janvier 1993 ..... Arrêté n° 03 portant nomination et titularisation d'un professeur licencié stagiaire.  
 21 janvier 1993 ..... Arrêté n° 0026 portant nomination et titularisation de certains fonctionnaires - élèves (promotion 1992).  
 25 janvier 1993 ..... Arrêté n° 034 portant nomination et titularisation d'un ingénieur principal.  
 2 février 1993 ..... Arrêté n° 041 portant nomination et titularisation de certains fonctionnaires - élèves Nationaux d'Administration (promotion 92).  
 3 février 1993 ..... Arrêté n° 057 portant titularisation d'un professeur de l'enseignement supérieur.  
 3 février 1993 ..... Arrêté n° 058 portant intégration d'un docteur en médecine.  
 9 février 1993 ..... Arrêté n° 060 portant nomination et titularisation d'un ingénieur de la statistique.  
 9 février 1993 ..... Arrêté n° 061 portant rectificatif de l'arrêté n° 565 du 14/10/92.  
 11 février 1993 ..... Arrêté n° 064 portant titularisation de certains professeurs stagiaires de l'Enseignement Supérieur.  
 13 février 1993 ..... Arrêté n° 066 portant nomination et titularisation d'un docteur en médecine.  
 13 février 1993 ..... Arrêté n° 069 portant nomination et titularisation d'un professeur de l'enseignement supérieur.  
 14 février 1993 ..... Arrêté n° 070 portant nomination et titularisation d'un ingénieur.  
 15 février 1993 ..... Arrêté n° 071 constatant le décès d'un fonctionnaire.  
 24 février 1993 ..... Arrêté n° 099 portant titularisation d'un professeur de l'enseignement supérieur.  
 27 février 1993 ..... Arrêté n° 103 portant nomination et titularisation d'un ingénieur.  
 8 mars 1993 ..... Arrêté n° 150 portant nomination et titularisation d'un ingénieur principal.  
 8 mars 1993 ..... Arrêté n° 151 portant nomination et titularisation de deux ingénieurs.  
 15 mars 1993 ..... Arrêté n° 170 portant nomination et titularisation d'un ingénieur principal.  
 15 mars 1993 ..... Arrêté n° 171 portant intégration d'un docteur en médecine.

**Secrétariat d'État Chargé de l'État Civil****Actes Réglementaires**

16 mars 1993 ..... Arrêté n° 172 portant nomination du Président et des Membres de la commission d'État Civil du Secrétariat d'État chargé de l'État civil.

### III - TEXTES PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATION

#### IV. - ANNONCES

## Premier Ministère

## Actes Réglementaires

*Décret 93-051 du 6 avril 1993 Portant création d'un établissement Public à caractère administratif dénommé Fondation Nationale pour la Sauvegarde des Villes Anciennes (FNSVA).*

**ARTICLE PREMIER** - Il est créé un établissement public à caractère administratif dénommé "Fondation Nationale pour la Sauvegarde des Villes Anciennes" (FNSVA). Cet établissement est doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Son siège est fixé à Nouakchott.

**ART.2.** - L'objet de la FNSVA est la sauvegarde des Villes Anciennes de Chinguilli, Ouadane, Tichit et Oualata, et l'initiation, la coordination, et la mise en oeuvre des programmes tendant à la préservation de ces villes.

**ART.3.** - La FNSVA est placée sous la tutelle du Secrétaire Général du Gouvernement. Elle est administrée par un organe délibérant et gérée par un organe exécutif.

**ART.4.** - L'organe délibérant dénommé Conseil d'Administration comprend :

- Un Président ;
- Les maires des Villes concernées ;
- Le secrétaire général de la Commission Nationale de l'Education, de la Science et de la Culture ;
- un représentant du Ministre chargé des Finances ;
- un représentant du Ministre chargé du Plan ;

- un représentant du Ministère de l'Économie et du Développement ;
- un représentant du Ministère de l'Énergie et de l'Équipement ;
- un représentant du Ministère de l'Environnement et du Tourisme ;
- un représentant du Ministère de l'Orientation et de l'Aménagement du Territoire ;

**ART.5.** - Le Président du Conseil d'Administration est élu par les représentants des Ministres des Finances, du Plan, du Commerce, de l'Industrie, de l'Environnement, de l'Énergie et du Tourisme, de la Culture et de la Communication, pris en Conseil des Ministres. Le Ministre de tutelle peut, sous réserve des termes desquels leur mandat est défini, déléguer sa voix. Lorsqu'un membre du Conseil d'Administration est élu au cours de son mandat, le Ministre de tutelle, laquelles il avait été nommé, procède à son remplacement pour le terme restant à courir.

**ART.6.** - Le Conseil d'Administration se réunit une fois par an en session ordinaire. Une session d'année est consacrée à l'examen du bilan annuel de la FNSVA.

Toutefois, il peut se réunir plus souvent, à la demande de son Président, soit à la demande de la majorité des membres au moins de la Commission Nationale de tutelle.

Il ne peut délibérer valablement que si la moitié de ses membres assiste à la séance. Ses décisions sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas de partage de voix, celle du Président est prépondérante.

Un registre des délibérations du Conseil d'Administration sera tenu et devra être coté et paraphé par le Président du Conseil d'Administration avant toute utilisation.

Le Secrétariat du Conseil d'Administration qui aura pour tâche notamment de tenir le registre des délibérations sera assuré par La Direction de la FNSVA.

ART 7. - Le Conseil d'Administration désigne en son sein un comité de gestion composé de 4 membres, dont le Président qui se réunit au moins une fois tous les deux mois et autant de fois que nécessaire.

ART.8. Le Conseil d'Administration, d'une façon générale, assure l'Administration de la FNSVA.

Il délibère sur toutes les questions intéressant le domaine d'activité de l'Etablissement conformément à l'Alinéa 2 de l'Article 10 de l'Ordonnance 90.09 du 04 avril 1990, notamment :

- Le programme annuel ou pluriannuel
- Le règlement intérieur
- L'organigramme
- Les modalités de rétributions du personnel en se conformant aux textes législatifs et réglementaires en vigueur
- Les résultats de la gestion financière de l'exercice écoulé, et sur le budget relatif à l'exercice suivant préparé par la Direction

ART.9. - L'organe exécutif

Un Directeur  
compétences  
professionnelles  
conseil des Ministres  
de la tutelle  
Agent Comptable  
Ministre chargé de

ART.10. - Outre qu'il a  
FNSVA, le Directeur  
d'appliquer les déci  
d'Administration au  
gestion

Il est l'Ordonnateur du  
Il a autorité sur le per  
il procède dans la lim  
prévus au budget ann  
rétribution fixées par  
d'Administration conf  
vigueur. Il conclut les  
nom de la FNSVA.

ART.11. - L'agent comp  
des recettes et des dép  
conformément à la r  
vigueur, il est régiss  
FNSVA. Il est justicia  
doit verser un cautionn  
par le Ministre chargé

ART 12. - La comptab  
tenue suivant les régle  
par un agent comptable

public nommé par arrêté du Ministre des Finances :

L'exercice financier s'étend sur une période comprise entre le 1er Janvier et le 31 Decembre

**ART.13** La FNSVA dispose des ressources suivantes  
Ressources ordinaires

- a) Subvention de l'Etat
- b) Recettes propres provenant des activités de la FNSVA
- Ressources extraordinaires :
  - a) Subventions provenant des particuliers ou d'origines nationales, ou internationales, publiques ou privées ;
  - b) Dons et legs provenant des particuliers ou d'organisme nationaux, ou internationaux, publics ;
  - c) Toutes autres recettes occasionnelles légales

**ART.14.** Les dépenses de la FNSVA comprenant tous les frais nécessaires au fonctionnement de la FNSVA notamment :

- Les programmes, projets et activités liés à l'objet de FNSVA ;
- Les émoluments du personnel
- Les frais d'équipement; d'entretien mobiliers, les dépenses d'acquisition de maintenance de materiel nécessaires au fonctionnement de la FNSVA

**ART.15.-**Le Ministre de tutelle dispose des pouvoirs d'autorisation, d'approbation, de suspension ou d'annulation tels que prévus et énumérés à l'article 20 de l'Ordonnance 90-09 du 04 avril 1990.

**ART.16.-** En dehors des cas prévus à l'article précédent les délibérations du conseil d'Administration peuvent être frappées d'opposition par l'autorité de tutelle dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de la réception du procès verbal des dites délibérations.

la date de réception en état de cause, être notifié par les soins de l'Autorité de tutelle d'Administration devant la réception de l'acte l'expiration du délai d'aucune opposition n'a été

**ART 17** - Son soumis à tutelle

Le règlement intérieur  
Le statut du personnel  
L'Organisation  
Les nominations  
responsabilités  
titulaires desdites  
Les programmes

D'une façon générale  
l'article 20 de l'Ordonnance

**ART.18.** Le contrôle de la FNSVA est exercé par le désigné spécialement des Finances pour l'exécution tous les pouvoirs d'inspection place.

Le commissaire aux comptes chaque année un rapport au Ministre de tutelle, au et au Président de l'org

**ART 19.** Sont abrogées antérieures contraires notamment celle du septembre 1980 institué pour la Sauvegarde de

**ART 20.** Le Secrétaire Le Ministre chargé des en ce qui les concerne décret qui sera publié au Journal Officiel de Mauritanie

## Ministère de la Défense Nationale

## Actes Divers

*DÉCRET n° 27-93 du 30 mars 1993 portant promotion d'officiers de l'Armée Nationale aux grades Supérieurs.*

ARTICLE PREMIER .- Les officiers d'active de l'Armée Nationale dont les noms et matricules suivent sont promus aux grades supérieurs à compter du 1<sup>er</sup> avril 1993 conformément aux indications suivantes :

I - SECTION TERREPOUR LE GRADE LIEUTENANT - COLONEL

Le commandant:

1/9 El Hadi ould Sedigh matricule 71.179

POUR LE GRADE DE COMMANDANT

Le capitaine:

Med ould Med Lemine matricule 74.534

POUR LE GRADE DE CAPITAINE

Les Lieutenants:

8/33 Med Abdallahi o/ Horina mle 84373

9/33 Moustapha ould Sidi Aly mle 80.906

10/33 Mohamedou ould Jaafar mle 85.278

11/33 Mohamed ould Greive mle 81.607

12/33 Abdallahi ould Med mle 81.449

13/33 Cherif Moctar O. Med  
Lemine mle 84.070

14/33 Sid'Ahmed ould Med Abdallahi m  
mle 81.608

15/33 Ahmedou ould Weiss Sidi  
Moctar mle 78.916

POUR LE C

Les sous - lieutenants

2/56 Mohamed ould Si

3/56 Moed Lemine oul

Brahim

4/56 Meden ould Brah

5/56 El Hacem ould Ch

II -

POUR LE GRADE I

Lieutenant de vaissea

5/18 Ahmed ould Chre

ART 2.- Le Ministre chargé de l'exécution publie au Journal Officiel qui sera publié au Journal Islamique de Maurita

*DÉCRET n° 28-93 promotion au grade personnel officier de l*

ARTICLE PREMIER .- matricule G.90.101, c à titre définitif à comp

ART 2.- Le Ministre chargé de l'exécution publie au Journal Officiel de Mauritanie.

## Ministère de la Justice

## Actes Divers

*ARRÊTÉ n° 169 du 15 mars 1993 portant détachement d'un magistrat.*

ARTICLE PREMIER - Monsieur Vadilli ould Mohamed, magistrat, matricule 49.362 D est détaché auprès du Sénat à compter du 27 juillet 1992.

ART.2. - Pendant la durée de son détachement, l'intéressé sera pris en charge par le Sénat.

ART.3. - Le Présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

*Décret n° 93-049 du 29 mars 1993 portant nomination de certains fonctionnaires et agents au ministère de la Justice.*

ARTICLE PREMIER - Les fonctionnaires et agents dont les noms suivent sont nommés au Ministère de la Justice à compter du 03 février 1993 conformément aux indications ci-après :

CABINET DU MINISTRE

*Secrétaire Général:* Fayçal ould Moctar El Hassene, administrateur auxiliaire

*Conseillers:*

- Bâ Mohamed El Ghali, magistrat, matricule 11 763 K
- Ahmed Salem ould moulaye Ely, magistrat, matricule 45010Y

*Contrôleur Administratif:* Mme Bâ, née Khadijetou mint Mahmoud, greffier en chef matricule 41040 H

*inspecteurs Adjoints :*

- Nagi ould Mohmaed Abdellahi, magistrat matricule 49358Z
- Tourad ould Mohamed Lemine, magistrat matricule 45028S

*chef de service des*  
Mahfoudh ould Mo  
38013S

*Chef de division du*  
ould Bilal, greffier en  
*Chef de division*  
maouloud, Greffier en  
*chef de la division d*  
Ababacar, secréta  
matricule 46.233H

DIRECTION DES AFFAIRES  
SERVICE DU PERSONNEL  
*Chef de division des*  
greffier matricule 163

SERVICE DES AFFAIRES  
SERVICE DU PERSONNEL

*Chef de division des*  
d'administrationgéné  
*chef de division des*  
Sid'Ahmed, secréta  
matricule 11.875G  
*chef de division de l*  
Mouftah, secrétaire  
matricule 165281P

DIRECTION DE L'ADMIN  
*Chef de service de la*  
Messoud, greffier en  
*chef de division de*  
mineurs : Mohmed V  
auxiliaire, matricule

Art.2. - Le Présent  
Officiel de la Républi

## Ministère des Mines et de l'Industrie

## Actes divers

*Décret 93-043 du 13 mars 1993 Transférant à la société SOMISEL les droits et obligations conférés par le décret n° 92-018 du 13 avril 1992 aux établissements Mohamed Abdallahi ould Abdellahi (MAOA).*

ARTICLE PREMIER.- Le permis d'exploitation de type B N° 28 accordé par le décret N° 92-018 du 13 avril 1992 aux établissements Mohamed Abdallahi ould Abdallahi (Ets MAOA) est transféré à la Société Mauritanienne des industries de Sel (SOMISEL).

ART 2.- La Société SOMISEL bénéficie de l'ensemble des droits et avantages conférés par le permis d'exploitation susmentionné sous condition de signer une convention technique conforme aux éléments du dossier introduit par son cédant, notamment l'étude de faisabilité, laquelle convention sera ratifiée par loi.

SOMISEL doit, en outre, se soumettre à tout contrôle prévu en la matière par la réglementation minière.

ART 3 - Le Ministre des Mines est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

*Décret n° 93-044 du 14 mars 1993 accordant au groupement de recherches de l'Inchiri un permis de recherches minières de type M n° 38.*

ARTICLE PREMIER : Il est accordé un permis de recherches minières de type M n° 38 au B.R.G.M. (tour mirabeau, 39/43, Quai André Citroën, Paris XVème), France, agissant au nom du Groupement de recherches de l'Inchiri dont il est gérant et opérateur et comprenant en outre l'O.M.R.G. (BP 654, Nouakchott).

ART.2. Le périmètre de la zone minière de la ville d'Akjoujt et dont l'étendue est de 1 875 Km<sup>2</sup>, est délimité par les points A, B, C, D, E ayant les coordonnées géographiques définies comme suit:

A = longitude 14° 22' ouest  
B = longitude 13° 56' ouest  
C = longitude 13° 56' ouest  
D = longitude 14° 07' ouest  
E = longitude 14° 22' ouest

ART 3. - ce permis confère au titulaire le droit d'explorer le périmètre et indéfiniment de rechercher et d'exploiter, exclusivement de prospection, les substances minérales suivantes: or, argent et platine; cuivre, plomb, zinc, étain, manganèse, connexes; tungstène et molybdène.

ART 4. - Le groupement de recherches de l'Inchiri s'engage à dépenser au moins 7.000.000 UM (sept millions) pendant les deux (2) années à venir. Le B.R.G.M. et l'O.M.R.G. sont solidairement responsables de l'exécution de ce programme.

ART.5. - La durée de validité du permis est de deux (2) ans à compter de sa publication au Journal Officiel. Le titulaire devra rendre de 50% de ses dépenses et obligations légales prévues dans le programme de recherches. La demande de renouvellement doit être présentée au Ministre chargé des Mines avant l'expiration de la période de la validité.

ART 6: Le Ministre des Mines est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.



## Ministère du Développement Rural et de l'Environnement

## ACTES DIVERS

**ARRÊTÉ n° R - 028 du 24 février 1993 portant agrément de la coopérative avicole, agricole pour la production de poulets de chair (INTAJ) de Dar naim/ Nouakchott.**

**ARTICLE PREMIER** - La coopérative avicole et agricole pour la production de poulets de chair (intaj) à Dar Naim, Nouakchott est agréée en application de l'article 36 du titre VI de la loi 67.171 du 18/07/67 relative aux statuts des coopératives.

**ART.2.** - Le service chargé des formalités de la coopérative auprès de Nouakchott.

**ART.3.** - Le Secrétaire du Développement Rural chargé de l'application de la loi est chargé de l'application de la loi publiée au Journal Officiel de Mauritanie.

## Ministère de l'Équipement et des Transports.

## Actes Réglementaires

**Décret n° 93.046 du 29 mars 1993 portant création et organisation d'un établissement Public à caractère industriel et commercial dénommé "société des bacs de Rosso".**

**ARTICLE PREMIER** - Il est créé un établissement public à caractère industriel et commercial dénommé "société des Bacs de Rosso" (S.B.R) doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

**ART.2.** - La société des Bacs de Rosso a pour objet:

- l'exploitation du transport fluvial entre les deux rives du fleuve à Rosso et toutes autres activités liées à cet objet.

**ART.3.** - Le siège social est fixé à Rosso. Il peut être transféré sur décision du conseil d'administration en tout autre lieu de la République Islamique de Mauritanie.

**ART.4.** - La société des bacs de Rosso est soumise à tutelle technique du Ministère chargé des travaux Publics.

**ART.5.** - Le Ministre dispose des pouvoirs de suspension ou d'annulation du pouvoir de substitution restée infructueuse, concerne l'inscription prévisionnelle des dépenses obligatoires. Les actes doivent être expressément.

**ART.6.** - L'autorité de tutelle est ce qui concerne:

- 1- composition des contrats de l'établissement
- 2- plan à moyen terme - programme
- 3- programme d'investissement
- 4- plan de financement
- 5- budget de fonctionnement
- 6- ventes immobilières
- 7- emprunts garantis

- 8- redevances
- 9 participations financières
- 10- Rapport annuel et comptes
- 11- échelle de rémunération

toutefois, les actes ou documents à incidence financière doivent être communiqués au Ministre chargé des Finances, lequel communiquera, le cas échéant, à l'établissement et l'autorité de tutelle concernée des avis, décisions ou mesures qu'il a décidé de prendre à ce sujet.

ART.7. - L'ont l'objet d'une approbation conjointe du Ministre de tutelle et du Ministre chargé des Finances.

- 1- plan à moyen terme et, le cas échéant, contrat-programme
- 2- programme d'investissement
- 3- plan de financement
- 4- budget de financement sur fonds publics
- 5- ventes immobilières
- 6- emprunts garanties et prêts
- 7- redevances
- 8- participations financières
- 9 Rapport annuel et comptes
- 10- échelle de rémunération.

ART.8. - La société de Bacs de Rosso est administrée par un conseil d'administration et gérée par un organe exécutif.

ART.9. - L'organe délibérant appelé conseil d'administration comprend:

- outre le Président

Membres

- un représentant du Ministère chargé des Travaux publics
- un représentant du Ministère chargé des Finances
- un représentant du Ministère chargé du Plan

- Le Wali du
- un représen
- et un rep
- l'établisseme

ART.10. - Le conseil...  
manière générale...  
orienter l'activité de...  
a notamment attri...  
questions suivantes

- l'approbatio
- et du rappor
- les plans de
- l'autorisation
- agranties
- l'approbatio
- l'autorisation
- la fixation d
- compris cell
- l'approbatio
- l'autorisation
- financières
- l'adoption
- commissions

ART.11. - Le cons...  
session ordinaire tr...  
de son Président et a...  
gestion et l'admini...  
session extraordinai

ART.12. - Pour ass...  
suivi permanent d...  
l'organe délibéran...  
désigne, en son sei...  
composé de quatre (...  
le Président du con...  
se réunit une fois a...  
autant de fois que n...

ART.2. - Le présent D  
officiel de la République

**ART. 16. -** Les recettes de la société de Bacs de Rosso proviennent de la rémunération des prestations, des travaux ou produits qu'elles fournit et peut, en outre recevoir des dons, des legs et des subventions .

## Ministère de l'Hydraulique et de l'Energie

**Actes Réglementaires**

*Décret n°93.050 du 30 mars 1993 portant adoption d'une société Nationale dénommée "société Mauritanienne de commercialisation des produits pétroliers" (SMCPP).*

**ARTICLE PREMIER** - Sont adoptés les statuts de la société Mauritanienne de commercialisation des produits pétroliers (SMCPP) ci - après annexés.

**ART.2.** - le présent décret abroge et remplace le décret n° 80.171 du 21 juillet 1980 portant création de la société Mauritanienne de commercialisation des produits pétroliers.

**ART.3.** - Le Ministre de l'Hydraulique et de l'Energie et le Ministre des Finances sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**Actes Divers**

*Décret n° 93.047 du 29 mars 1993 portant modification du décret 90.121 du 26/ 08/ 90 modifiant le décret n°89.002 du 04/ 01/89 portant nomination du Président et des membres du conseil d'administration de la SONELEC.*

**ARTICLE PREMIER** - Sont nommés Président et membres du conseil d'administration par la société de l'eau et d'électricité ( SONELEC), pour une durée de trois (3) ans:

**Président:**

- Hadrami ould A
- Ministère de l'hy

**Membres:**

- brahim ould I
- Ministère de l'inc
- Saleck ould Sale
- du plan
- Mohamed Abd
- représentant du l
- Ely ould ElHadj,
- l'Hydraulique
- Mohamdi ould M
- B.C.M
- Kane Moustapha
- Habib ould heim
- de nouakchott
- Isselmou ould kh
- N'diaye Maniade
- travailleurs de la

**ART.2.** - Sont abrogées les dispositions antérieures contraires, notamment celles du décret n° 80.171 du 21 août 1990 modifiant le décret n° 80.171 du 21 août 1990 portant nomination du Président et des membres du conseil d'administration de la SONELEC.

**ART.3.** - Le Ministre de l'Hydraulique et de l'Energie est, chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## Ministère de l'Education Nationale

## ACTES DIVERS

*décret 93 - 048 du 29 mars 1993 portant nomination du Président et des membres du conseil d'administration du centre supérieur d'enseignement technique (C.S.E.T.).*

ARTICLE PREMIER .- Sont nommés Président et membres du conseil d'administration du centre supérieur d'enseignement technique de Nouakchott:

Président: Monsieur Ahmedou ould Dahah, directeur de l'enseignement technique

Membres:

- Monsieur Moulaye Ahmed ould hasni, directeur de l'enseignement supérieur.
- Monsieur Lafdal ould bothah, président de la Fédération des Industries et des Mines
- Monsieur ethmane ouls salem, directeur du travail

- Monsieur mohamed le Ministère de l'Ec
- Monsieur m'boye mines et de la g
- Ministère des Mine
- Monsieur Abde représentant le Mi
- Mme Aichetou mi
- Ministère du Plan
- Monsieur Sudibou
- professeur
- Monsieur Ahme
- représentant les et

ART.2. - Sont abrogées toutes dispositions contraires au présent décret n°90.004 du 8/1/90

ART 3 .- Le présent décret est publié au Journal Officiel de la République Is

## Ministère de la Fonction Publique, du Travail, de la Jeunesse et d

## ACTES DIVERS

*ARRÊTÉ n° 692 du 31 décembre 1992 portant nomination et titularisation d'un ingénieur principal.*

ARTICLE PREMIER .- Monsieur Sid'Ahmed ould Hadi ould Amar, ingénieur auxiliaire depuis le 1/6/90, titulaire du diplôme d'ingénieur de l'institut polytechnique de Bucarest en Roumanie, est, à compter de la même date du point de vue ancienneté et à compter du 3/2/92 du point de vue salaire, nommé et titularisé ingénieur principal du Génie Civil et des Techniques Industrielles, 2<sup>e</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon (indice 900) AC néant.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

*ARRÊTÉ n° 695 du 31 décembre 1992 portant titularisation d'un professeur licencié.*

ARTICLE PREMIER .- Monsieur Mohamed Maouloud ould Mohamed, professeur licencié stagiaire au ministère de l'Education Nationale depuis le 1/10/89, est, à compter du 14/4/92 titularisé professeur licencié, 1<sup>er</sup> échelon, (indice 810) AC 1 an.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

*ARRÊTÉ n° 698 du 31 décembre 1992 portant nomination et titularisation d'un professeur licencié.*

ARTICLE PREMIER .- Monsieur Mohamed Gaye né en 1960 à Keur Ndiaye (Mauritanie) naissance n° 164 du 27/7/77 (Mauritanie) de nationalité mauritanienne (diplôme de docteur en lettres de l'université Mohamed V de Rabat/Maroc) 11/5/92 nommé et titularisé professeur licencié, 1<sup>er</sup> échelon (indice 810) AC 1 an.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

*ARRÊTÉ n° 03 du 6 janvier 1993 portant nomination et titularisation d'un professeur licencié.*

ARTICLE PREMIER .- Monsieur Sid'Ahmed de nationalité mauritanienne (auxiliaire en service au ministère de l'Education Nationale depuis le 1/10/89) 1/10/89 nommé et titularisé professeur licencié stagiaire (indice 810) AC 1 an.

ART. 2 - L'intéressé est à compter du 5/6/89 titularisé professeur licencié, 1er échelon (indice 810) AC un an.

ART. 3 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 0026 du 21 janvier 1993 portant nomination et titularisation de certains fonctionnaires - élèves sortant de l'ENA (promotion 1992)**

ARTICLE PREMIER - Les fonctionnaires - élèves dont les noms suivent, titulaires du diplôme du cycle "A" court de l'Ecole Nationale d'Administration de Nouakchott (promotion 1992), sont, à compter du 5/7/92 du point de vue ancienneté et à compter du 19/9/92 du point de vue salaire, nommés et titularisés conformément aux indications ci-après :

*Inspecteurs des Impôts, 2° classe, 5° échelon (indice 780) AC neant*

- Ely ould Mohamed ould Levravi, rédacteur d'administration générale, 1° classe, 3° échelon (indice 750) depuis le 1/1/91, 75 - 33

*Inspecteurs des Impôts, 2° classe, 4° échelon (indice 740) AC neant*

- Aichetou mint Mohamed, contrôleur de Trésor, 1° classe, 1° échelon (indice 690) depuis le 1/7/92, 86 - 107
- Cheikh ould Mohamed Lemine, greffier, 1° classe, 1° échelon (indice 690) depuis le 22/6/1991
- Ahmedou ould Abdel Wedoud, contrôleur des Impôts, 1° classe, 1° échelon (indice 690) depuis le 1/7/91, 89 - 588
- Sidi Mohamed ould Mohamed Vall, rédacteur d'administration générale, 1° classe, 1° échelon (indice 690) depuis le 1/7/92, 86 - 074
- Mohamed Abdellahi ould Ahmed, contrôleur des Impôts, 1° classe, 1° échelon (indice 690) depuis le 1/7/92, 89 - 587
- Mohamed Nouh ould El Hassene, greffier, 1° classe, 1° échelon (indice 690) depuis le 22/6/1991, 87 - 275
- Mohamed Ahid ould Sidi Mohamed, greffier, 1° classe, 1° échelon (indice 690) depuis le 1/7/92, 86 - 030

*Inspecteurs des Impôts, 2° classe, 7° échelon (indice 870) AC neant*

- Hassiboullah ould Mohamed, assistant des travaux statistiques, 1° classe, 1° échelon (indice 850) depuis le 1/8/91, 83 - 15
- Hamidoun ould Mohameden, assistant des travaux statistiques, 1° classe, 1° échelon (indice 850) depuis le 1/8/91.

*Inspecteurs des Impôts, 2° classe, 5° échelon (indice 780) AC neant*

N'Gaide Oumar  
Trésor, 2° classe, 5° échelon (indice 780) AC neant

*Inspecteurs des Impôts, 2° classe, 4° échelon (indice 740) AC neant*

- El Hadj Oumar ould El Hadj, contrôleur du contrôle économique, 2° classe, 4° échelon (indice 690) depuis le 15/7/92, 86 - 107

*Inspecteurs des Impôts, 2° classe, 7° échelon (indice 870) AC neant*

Baba ould Boy  
économique, 2° classe, 7° échelon (indice 870) depuis le 15/7/92, 86 - 107

ART. 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 034 du 21 janvier 1993 portant nomination et titularisation de certains fonctionnaires - élèves sortant de l'ENA (promotion 1992)**

ARTICLE PREMIER - Les fonctionnaires - élèves dont les noms suivent, titulaires du diplôme du cycle "A" court de l'Ecole Nationale d'Administration de Nouakchott (promotion 1992), sont, à compter du 5/7/92 du point de vue ancienneté et à compter du 19/9/92 du point de vue salaire, nommés et titularisés conformément aux indications ci-après :

ART. 2 - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 041 du 21 janvier 1993 portant nomination et titularisation de certains fonctionnaires - élèves sortants de l'Ecole Nationale d'Administration de Nouakchott (promotion 1992)**

ARTICLE PREMIER - Les fonctionnaires - élèves dont les noms suivent, titulaires du diplôme du cycle "A" long, "A" court et "A" court de l'Ecole Nationale d'Administration de Nouakchott (promotion 1992), sont, à compter du 5/7/92 du point de vue ancienneté et à compter du 26/1/93 du point de vue salaire, nommés et titularisés conformément aux indications ci-après :

*I - Administrateurs, 1° classe, 1° échelon (indice 850) AC neant*

- 1 - Mohamed Houdou, attaché d'administration, 1° classe, 1° échelon (indice 850) depuis le 1/8/91, 83 - 15

- 2 - Ould El Moustapha ould Mohamed Khayarhoum, attaché d'administratin générale, 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon ( indice 830) depuis le 22/6/91, 335 - 87
  - 3 - Cheikh Tidjnal ould Balla Cherif, attaché d'administratin générale, 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon ( indice 830) depuis le 22/6/91, 392 - 87
  - 4 - Cheikh ould Habibou Rahmane, attaché d'administratin générale, 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon ( indice 830) depuis le 22/6/91, 336 - 87
  - 5 - Mohamed Abdellahi ould Mohamed Mahmoud, attaché d'administratin générale, 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon ( indice 830) depuis le 22/6/91, 330 - 87
  - 6 - Ahmed Fall ould Dedhah, inspecteur de travail, 2<sup>re</sup> classe, 5<sup>er</sup> échelon ( indice 780) depuis le 1/8/92, 84 - 110
  - 7 - Mohamed Yahya ould El Hacen, inspecteur de travail, 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon ( indice 830) depuis le 1/8/91, 83 - 106
  - 8 - Nave ould Lemane, greffier en chef, 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon ( indice 830) depuis le 22/6/91, 87 - 252
  - 9 - Chreifa mint Mohamed Mahmoud, inspectrice du Trésor, 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon ( indice 830) depuis le 23/7/91, 642 - 86
  - 10 - Isselmou ould Abderrahmane, greffier en chef, 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon ( indice 830) depuis le 1/7/92, 558 - 86
  - 11 - Yaakoub ould Mohamed El Moustapha, greffier en chef, 2<sup>re</sup> classe, 5<sup>er</sup> échelon ( indice 780) depuis le 1/8/92, 522 - 84
  - 12 - Mohamed Mahmoud ould Cheikhna, greffier en chef, 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon ( indice 830) depuis le 22/6/91
  - 13 - Mohamed El Moctar ould Mohamed Salem, attaché d'administration générale, 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon ( indice 830) depuis le 22/6/91, 81 - 101
- II - Attaches d'administration générale, 2<sup>re</sup> classe, 4<sup>er</sup> échelon ( indice 740) AC neant*
- 1 - Abdellahi ould Sidi Mohamed, rédacteur d'administration générale, 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon ( indice 690) depuis le 21/6/91, 322- 87
  - 2 - Savia mint Ahmed Salem, rédactrice d'administration générale, 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon ( indice 690) depuis le 21/6/91, 311- 87
  - 3 - Hamadi ould Hamadi, rédacteur d'administration générale, 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon ( indice 690) depuis le 21/6/91, 314- 87
  - 4 - Mohamed Marouf ould Brabim Mein, rédacteur d'administration générale, 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon ( indice 690) depuis le 21/6/91, 323 - 87
  - 5 - Ely Salem ould Ely ould Mounah, rédacteur d'administration générale, 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon ( indice 690) depuis le 21/6/91, 296- 87

- 6 - Mohamed Ler, rédacteur d'ad classe, 1<sup>er</sup> échel 21/6/91, 327 - 87
  - 7 - Mohamed ould rédacteur d'ad classe, 1<sup>er</sup> échel 21/6/91, 326 - 87
  - 8 - Mohamed ould S d'administrati échelon ( indice t
  - 9 - Ahmed ould A d'administrati échelon ( indice t
  - 10 - Mohamed Hame d'administrati échelon ( indice t
  - 11 - Begui ould M d'administrati échelon ( indice 76
  - 12 - Ahmedna ould d'administrati échelon ( indice t
  - 13 - Mohamed Mah rédacteur d'ad classe, 1<sup>er</sup> échelon 71 - 86
- III - Attaches d'adminis échelon ( ina*
- 14 - Sall Alassan d'administrati échelon ( indice t
  - 15 - Teyib ould d'administrati échelon ( indice t
  - 16 - Izidbih ould S d'administrati échelon ( indice t
- IV - Attaches d'adminis échelon ( ind*
- 17 - Mohamed Yahy assistant des tr 1<sup>er</sup> échelon ( indic 84
  - 18 - Zein ould El W statistiques, 1<sup>er</sup> c depuis le 26/6/92
  - 18 - Zein ould El W statistiques, 1<sup>er</sup> c depuis le 26/6/92
- V - Redacteurs d'admini échelon ( ind*
- 1 - El Ghotob d'administrati échelon ( indice :

- 2- Nagia mint Mohamed Lebatt, secrétaire d'administration générale, 2<sup>e</sup> classe, 4<sup>e</sup> échelon (indice 360) depuis le 29/6/92, 75 - 341
- 3- Heimoult ould Abdallahi, secrétaire d'administration générale, 2<sup>e</sup> classe, 7<sup>e</sup> échelon (indice 440) depuis le 1/8/92, 80 - 46
- 4- Abderrahmane ould Cheikhna, secrétaire d'administration générale, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 340) depuis le 21/6/91, 87 - 381
- 5- Mohamed Salem ould Sellahi, secrétaire d'administration générale, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 340) depuis le 21/6/91, 87 - 379
- 6- Vatimetou mint Boubacar, secrétaire d'administration générale, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 340) depuis le 21/6/91, 87 - 383
- 7- Mariem-mint Mohamed El-Bechir, secrétaire d'administration générale, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 340) depuis le 21/6/91, 87 - 308
- 8- Mohamed ould Boudah, secrétaire d'administration générale, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 340) depuis le 21/6/91, 87 - 382
- 9- Eide ould Allal, secrétaire d'administration générale, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 340) depuis le 21/6/91, 87 - 755
- 10- Khouicite mint Mohamed, secrétaire d'administration générale, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 340) depuis le 21/6/91, 87 - 380
- 11- Mohamed Mahmoud ould Mohamed Lemine, secrétaire d'administration générale, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 340) depuis le 21/6/91, 87 - 372
- 12- Vatimetou Cisse, secrétaire d'administration générale, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 340) depuis le 21/6/91, 87 - 362
- 13- Mohamed ould Levghih, secrétaire d'administration générale, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 340) depuis le 21/6/91, 87 - 373
- 14- Mangassouba Sourakhata, secrétaire d'administration générale, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 340) depuis le 21/6/91, 87 - 352
- 15- Ba Mohamed Lemine, secrétaire d'administration générale, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 340) depuis le 21/6/91, 87 - 367
- 16- Diallo Brahim, secrétaire d'administration générale, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 340) depuis le 21/6/91, 87 - 365
- 17- Mohamed ould Mohamed El Mehdy, secrétaire d'administration générale, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 340) depuis le 21/6/91, 87 - 336
- 18- Mohamed El Moktar ould Teyib, secrétaire de greffes, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 340) depuis le 21/6/91, 87 - 287
- 19- Dia Amadou Samba, secrétaire d'administration générale, 1<sup>re</sup> classe, 1<sup>er</sup> échelon (indice 410) depuis le 1/7/92
- 20- Mohamed ould El Mounja, secrétaire de greffes, 2<sup>e</sup> classe, 5<sup>e</sup> échelon (indice 380) depuis le 26/7/92, 84 - 360

- 21 Mohameden, secrétaire de greffes, 2<sup>e</sup> classe, 4<sup>e</sup> échelon (indice 410) depuis le 1/7/92
- 22 Taleb ould, secrétaire d'administration générale, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 340) depuis le 21/6/91, 87 - 371
- 23 El Hacem ould, secrétaire d'administration générale, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 340) depuis le 21/6/91, 87 - 371
- 24 Mriem mint M, secrétaire d'administration générale, 2<sup>e</sup> classe, 3<sup>e</sup> échelon (indice 340) depuis le 21/6/91, 87 - 371

ART 2 - Le présent arrêté est pris en vertu de l'article 27 de la Constitution de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTE n° 057 du 31/07/92 portant sur la titularisation d'un personnel supérieur stagiaire.

ARTICLE PREMIER. M. Ebnou, professeur supérieur, niveau A2, le 1/1/87, est, à compter du 1/1/91, professeur de l'enseignement supérieur, 1<sup>er</sup> échelon (indice 1100).

ART 2 - Le présent arrêté est pris en vertu de l'article 27 de la Constitution de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTE n° 058 du 31/07/92 portant sur la nomination et titularisation d'un docteur en médecine.

ARTICLE PREMIER. Abdellahi Salem, docteur auxiliaire au Centre National des Affaires Sociales de Mauritanie, titulaire d'un diplôme de docteur en Médecine de Minsk/URSS, le 1/1/87, est, à compter du 1/1/91, docteur en médecine, 1<sup>er</sup> échelon (indice 900) à compter du 1/1/91 et du 1/12/91 du point de vue de l'ancienneté.

ART 2 - Le présent arrêté est pris en vertu de l'article 27 de la Constitution de la République Islamique de Mauritanie.

ARRÊTE n° 060 du 31/07/92 portant sur la nomination et titularisation d'un statisticien.

ARTICLE PREMIER. M. ingénieur auxiliaire, titulaire d'un diplôme de Master of Science (statistique) délivré par l'Université nationale d'Odessa/Ukraine, le 1/1/87, est, à compter du 1/1/91, ingénieur de la statistique, 1<sup>er</sup> échelon (indice 810) à compter du 1/1/91 et de l'ancienneté et à compter du 1/12/91 du point de vue de l'ancienneté.

ART 2 - Le présent arrêté est pris en vertu de l'article 27 de la Constitution de la République Islamique de Mauritanie.



**ARRÊTÉ n° 061 du 9 février 1993 portant rectificatif de l'arrêté n° 565 du 14/10/92.**

**ARTICLE PREMIER .-** Les dispositions de l'article 1er de l'arrêté n° 565 du 14/10/92 portant radiation des cadres et admission à la retraite de certains fonctionnaires sont rectifiées en ce qui concerne Monsieur Diallo Papa Mody.  
Au lieu de : Diallo Papa Mody, infirmier d'élevage 62 - 187

Lire : Diallo Mody assistant d'élevage 62 - 187  
Le reste sans changement.

**ART. 2. -** Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 064 du 9 février 1993 portant titularisation de certains enseignants de l'Enseignement Supérieur.**

**ARTICLE PREMIER .-** Les enseignants de l'enseignement supérieur non titularisés professeurs de l'Enseignement Supérieur sont titularisés conformément aux indications ci-dessous.

Noms & prénoms	Ancienne situation	Durée de stage	Nouvelle situation
1 - Abderrahmane o/ Sidi Hamoud	Niveau A1 1° Echel. (indice 1010) depuis 25/10/85	2 ans	Niveau A1 1° Echel. (indice 1010) du 25/10/92
2 - Mohamed o/ Cheikh Sid'Ahmed	Niveau A1 1° Echel. (indice 1010) depuis le 1/1/90	2 ans	Niveau A1 1° Echel. (indice 1010) du 1/1/92
3 - Mariem mint El Moustapha ould Bechir	Niveau A1 1° Echel. (indice 1010) depuis le 1/10/88	2 ans	Niveau A1 1° Echel. (indice 1010) du 1/10/92
4 - M'Baye Tombo	Niveau A1 2° Echel. (indice 1060) depuis le 1/10/87	2 ans	Niveau A1 2° Echel. (indice 1060) du 1/10/92
5 - Bah ould Ahmedou ould Bah	Niveau A1 4° Echel. (indice 1160) depuis le 31/10/89	2 ans	Niveau A1 4° Echel. (indice 1160) du 31/10/92
6 - El Bou ould Moustapha o/ Awfa	Niveau A1 5° Echel. (indice 1210) depuis le 1er/11/88	2 ans	Niveau A1 5° Echel. (indice 1210) du 1/11/92

**ART. 2. -** Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 066 du 13 février 1993 portant nomination et titularisation d'un docteur en médecine.**

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Sy Alassane docteur en médecine auxiliaire en service au ministère de la Santé et des Affaires Sociales depuis le 1/1/90, titulaire du diplôme de docteur en médecine de l'institut de médecine de Vitebsk/URSS, est nommé et titularisé docteur en médecine de 2° classe, 1° échelon (indice 900) et ce à compter du 13/07/92 du point de vue salaire et à compter du 1/1/90 du point de vue ancienneté.

ART. 2. - Le présent arrêté sera public au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 069 du 13 février 1993 portant nomination et titularisation d'un professeur de l'enseignement secondaire.**

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Issa ould El Hafed ould Bellal professeur de collège de 4ème échelon (indice 900) depuis le 20/7/88, titulaire du diplôme de certificat d'aptitude au professorat de l'enseignement secondaire de l'ENS de Nouakchott, est nommé et titularisé professeur de l'enseignement secondaire, 3° échelon (indice 970) à compter du 29/7/91, AC néant.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 070 du 14 février 1993 portant nomination et titularisation d'un ingénieur.**

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Jemal ould Ahmed ould Yahj, ingénieur auxiliaire depuis le 1/5/88, titulaire du diplôme de Baccalauréus de l'université du Roi Abd El Aziz en Arabie Saoudite, est, à compter de la même date du point de vue ancienneté et à compter du 15/12/92 du point de vue salaire, nommé et titularisé ingénieur du Génie civil et des Techniques industrielles, 2° classe, 1° échelon (indice 810) AC néant.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 071 du 15 février 1993 constatant le décès d'un fonctionnaire.**

ARTICLE PREMIER. - Il est constaté à compter du 1/8/92 la cessation définitive de fonction pour cause de décès du feu Sy Ahmed ould Bilaly technicien supérieur de santé précédemment en service au ministère de la Santé et des Affaires Sociales.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 099 du 13 février 1993 portant nomination et titularisation d'un professeur supérieur stagiaire.**

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Hourmattallah, professeur de l'enseignement supérieur (indice 1100) depuis le 1/1/90, est nommé et titularisé professeur supérieur (indice 1100) à compter du 1/1/92 du point de vue salaire et à compter du 1/1/90 du point de vue ancienneté.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 103 du 13 février 1993 portant nomination et titularisation d'un ingénieur.**

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Hourmattallah, ingénieur auxiliaire de nationalité mauritanienne, depuis le 1/1/88, titulaire du diplôme de bachelier of science de l'Université UTAH, est nommé et titularisé ingénieur des Techniques industrielles 2° classe, 1° échelon (indice 810) à compter du 27/14/89, AC néant.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 150 du 13 février 1993 portant nomination et titularisation d'un ingénieur.**

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Hourmattallah, ingénieur auxiliaire de nationalité Mauritanienne, depuis le 1/04/91 titulaire du diplôme de géodésie de l'institut de géodésie et de cartographie de l'Université UTAH, est nommé et titularisé ingénieur des Techniques industrielles 2° classe, 1° échelon (indice 810) à compter du 6/0/91, AC néant.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 151 du 8 mars 1993 portant nomination et titularisation de deux ingénieurs.**

ARTICLE PREMIER. - Les personnes de nationalités Mauritanienne dont les noms suivent sont nommées et titularisées à compter des dates de recrutement du point de vue ancienneté et à compter du 6/ 8/ 92 du point de vue salaire conformément aux indications ci-après :

I - Ingénieur principal du génie civil et des techniques industrielles de 2° classe, 1° échelon (indice 900) AC néant.

Monsieur Saifoullah ould Abass, né le 9/ 09/62 à Nouakchott, ingénieur auxiliaire en service au Ministère du Développement Rural et de l'Environnement, depuis le 3/7/91, titulaire du diplôme d'ingénieur de l'université d'Annaba /Algérie

II - Ingénieur des travaux du génie - Civil et des techniques industrielles de 2° classe, 1° échelon (indice 620) AC néant.

Madame Oumouloumine Baro, née le 18/ 10/ 66 à Nouakchott, Analyste auxiliaire en service au Ministère de la Fonction Publique depuis le 1/1/92, titulaire du diplôme d'analyste du centre Nationale d'informatique de Tunis /Tunisie.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

Secrétariat d'Etat Chargé de l'Etat Civil

#### Actes Réglementaires

**ARRÊTÉ n° 172 du 16 mars 1993 portant nomination du Président et des Membres de la commission départementale des marchés du Secrétariat d'Etat chargé de l'Etat civil.**

ARTICLE PREMIER - Sont nommés, président, vice - Président et membres de la commission départementale des marchés du Secrétariat d'Etat civil :

Président:

Le directeur du cabinet du Secrétariat d'Etat chargé de l'état civil

Vice - Président: Le directeur des études et de la réglementation

**ARRÊTÉ n° 170 du 15 mars 1993 portant nomination et titularisation d'un ingénieur.**

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Mohamed El Hadj, docteur de l'Economie Rurale (indice 720) depuis le 1.5.90, titulaire du master of science du Karoum, est nommé et titularisé en tant qu'ingénieur de l'économie rurale de 2° classe à compter du 27/ 7/ 90.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

**ARRÊTÉ n° 171 du 15 mars 1993 portant nomination et titularisation d'un docteur en médecine.**

ARTICLE PREMIER. - Monsieur Mohamed El Hadj, en médecine auxiliaire depuis le 1.5.90, titulaire du diplôme de docteur en médecine de l'Université de Donet, est nommé et titularisé docteur en médecine (indice 900) et ce à compter du 27/ 7/ 90 du point de vue ancienneté et à compter du 27/ 7/ 90 du point de vue salaire.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

#### Membres :

- L'inspecteur général des services
- Le directeur du service de l'informatique
- Le chef service du service de l'informatique
- Le chef service du service de l'informatique
- Le chef service de l'informatique

ART.2. - Le Directeur du Secrétariat d'Etat chargé de l'état civil du présent arrêté qui sera publié au Journal Officiel de la République Islamique de Mauritanie.

## III. - TEXTES PUBLIÉS A TITRE D'INFORMATIO

*Récepissé n° 00281 du 21 février 1993 de déclaration d'une association dénommée " Alliance franco - mauritanienne de nouadhibou "*

Le Ministre de l'Intérieur des Postes et

Télécommunications délivre par le présent document

aux personnes ci - après désignées le récépissé de

déclaration d'une association définie comme suit et

régie par loi 64.098 du 9 juin 1964 relative aux

associations et ses textes modificatifs les lois n°73.007

du 23 janvier 1973 et 73.157 du 2 juillet 1973.

Les pièces suivantes ont été déposées:

- demande en date du 27 juillet 1992
- procès - verbal de réunion de l'assemblée générale
- statut de l'association
- règlement intérieur

les responsables de la dite association sont tenus de

donner à la déclaration qui fait l'objet du présent

récepissé la publication exigée par les lois et

règlements en vigueur, et en particulier, ils feront

procéder à son insertion au Journal Officiel

conformément à l'article 12 de la loi 64.098 du 9 juin

1964 relative aux associations .

Toutes modifications

association, tout cha

administration ou di

dans un délai de (3

l'intérieur (article 14

sur les associations )

BUT D

L'association dénomm

mauritanienne de nou

favoriser une meilleu

la Mauritanie et la Fr

échanges linguistique

SIEGE D

Le siège de l'associati

DUREE

La durée de l'associati

COMPOS

Président : monsieur m

1er vice - Président : M

heyrouk

2e vice - Président : M

Sécrétaire : Madame M

Sécrétaire adjoint . Mo

Trésorier : Monsieur C

Trésorier adjoint: Mor

**L'ASSAMBLEE GENERALE DE LA SOCIETE MAURITANIEENNE DE GROUPEMENTS**

de boulangeries (S.M.G.B) s'est réunie le 14 janvier 1993 en session régulièrement convoquée, après émargement de la feuille de présence par les Actionnaires réunissant plus des 2/3 du capital de la société, L'Assemblée générale a pris connaissance du point inscrit à l'ordre du jour.

**Perspectives de la société**

Après présentation de la situation générale et comptable de la société par le Président et échange d'avis sur la situation de la société, Il a été constaté que la société traverse une situation sans issue et édicte la dissolution parce que les éléments du passif sont largement supérieurs aux éléments d'actif.

En conséquence, l'Assemblée générale a décidé la dissolution de la Société mauritanienne de groupements de boulangeries (S.M.G.B) et a mandaté Maître BRAHIME OULD EBETTI, Avocat à la cour, à l'effet de procéder au dépôt du procès verbal pour être classé dans les minutes du notaire et effectuer toutes les publications nécessaires.

**Maître BRAHIM OULD EBETTI.**

**CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ ET DES DROITS FONCIERS**

**Bureau de  
AVIS DE DEMANDE D'IMMATRICULATION  
au livre foncier du cercle du Trarza**

Suivant réquisition, n°382, déposée le 26/3/1993, le sieur Ely ould Brahim Salem profession \_\_\_\_\_, demeurant à Dar Naim et domicilié à \_\_\_\_\_, a demandé l'immatriculation au livre foncier du cercle du Trarza d'un immeuble urbain bâti, consistant en un terrain de forme rectangulaire, d'une contenance totale de 3 a 50 ca, situé à Dar Naim, connu sous le nom de lot 339 ilot 13 et borné au nord par une rue sans nom, au sud par le lot n° 338, à l'Est par une rue et place publique, à l'Ouest par le lot 340.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient en vertu d'un acte administratif signé par le Wali de Nouakchott en date du 3/02/93 et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du Tribunal de 1ère instance de Nouakchott.

*Le conservateur de la propriété foncière  
Dione Boubacar*

**CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIERS**

**Bureau de  
AVIS DE**

Le 15/2/1993 à heures, Il sera procédé au bornement d'un immeuble situé à carrefour consistant en un terrain bâti d'une contenance d'un 1 a lot n° 349 et borné au nord par les lots 350 et 352, à l'Est par le lot 347. Dont l'immatriculation a été demandée par Ahmed ould Mohamed Lertouy suivant réquisition du 26/3/93. Toutes personnes intéressées sont admises à assister ou à se faire représenter par un mandataire muni d'un pouvoir régulier.

*Le conservateur de la propriété foncière  
Dione Boubacar*

**CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIERS**

**Bureau de  
AVIS DE**

Le 15/2/1993 à heures, Il sera procédé au bornement d'un immeuble situé à carrefour consistant en un terrain bâti d'une contenance d'un 1 a lot n° 347 et borné au nord par les lots 348 et 350, à l'Est par le lot 345. Dont l'immatriculation a été demandée par M'Bareka mint Abdellahi suivant réquisition du 26/3/93. Toutes personnes intéressées sont admises à assister ou à se faire représenter par un mandataire muni d'un pouvoir régulier.

*Le conservateur de la propriété foncière  
Dione Boubacar*

**CONSERVATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIERS**

**Bureau de  
AVIS DE**

Le 15/2/1993 à 10 heures, Il sera procédé au bornement d'un immeuble situé à carrefour consistant en un terrain bâti d'une contenance de 150 m² n° 118 ilot B et borné au nord par les lots 120 et 121, à l'Ouest par le lot 119. Dont l'immatriculation a été demandée par sidi mohamed ould Mohamoud suivant réquisition du 24/3/93. Toutes personnes intéressées sont admises à assister ou à se faire représenter par un mandataire muni d'un pouvoir régulier.

*Le conservateur de la propriété foncière  
Dione Boubacar*